



21 mars 2005,

Monsieur le ministre,
ou
Madame la ministre,

C'est avec plaisir que nous vous présentons la plus récente initiative de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, financée par Développement social Canada. L'activité *Politique en matière de services de garde : Établir des liens* se déroulera sur trois ans et a pour objectif de renforcer les capacités du milieu des services de garde, des gouvernements provinciaux et territoriaux et des autres intervenants communautaires concernés afin de les aider à mieux comprendre et analyser l'impact des politiques en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants et des investissements dans le domaine. Nous nous intéresserons aux politiques et programmes de financement mis en œuvre en vertu des ententes fédérales, provinciales et territoriales existantes sur les services éducatifs et de garde à l'enfance (par ex. l'Entente sur le développement de la petite enfance et le l'Entente-cadre multilatérale sur l'apprentissage et la garde de jeunes enfants) et d'autres nouveaux accords.

L'objectif global de notre travail dans le cadre de cette initiative sera de promouvoir la qualité des services de garde au Canada basée les résultats et de soutenir les collectivités, les provinces et les territoires afin qu'ils puissent apprendre les uns des autres. Nous produirons des rapports vulgarisateurs à partir des données fournies par les provinces et territoires sur les SÉGE et, lorsque cela sera possible, nous les organiserons dans une forme qui permettra d'établir des comparaisons. En plus de renforcer les capacités des collectivités à mieux comprendre les politiques en matière de services de garde, l'initiative s'efforcera d'améliorer la capacité d'analyse des mesures financières liées aux dépenses publiques.

Cette initiative vient soutenir l'engagement des gouvernements à mieux informer les Canadiens et Canadiennes, à rendre compte des dépenses publiques et à faire preuve d'une plus grande transparence. Nous prévoyons améliorer les échanges entre les différents partenaires des SÉGE et les collectivités, y compris les gouvernements, et nous entendons diffuser le plus largement possible l'information publique sur les politiques de SÉGE et leur financement.

C'est également avec beaucoup de plaisir que nous vous informons de l'embauche de Lynell Anderson, une comptable générale agréée (CGA) de la Colombie-Britannique et militante en faveur des services de garde, comme directrice de projet. Lynell s'affaire actuellement à compiler les données publiques de base relatives aux SÉGE publiées dans les sites Web des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, elle élabore également la matrice provisoire qui servira à nos analyses et elle discute avec nos réseaux et partenaires à travers le pays des

possibilités de collaboration et des besoins de soutien au chapitre du renforcement des capacités.

Au fil de cette initiative, nous travaillerons de diverses façons avec des personnes du milieu des SÉGE et avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, hormis celui du Québec. Nous insistons sur le fait que le but de cette initiative est de fournir des outils et des ressources pour renforcer les capacités et soutenir la planification au sein des gouvernements et dans les collectivités. Notre approche est respectueuse des compétences provinciales et territoriales en ce qui a trait à la prestation des services éducatifs et de garde à l'enfance, elle vise à améliorer la reddition de comptes et elle correspond aux ressources limitées dont nous disposons.

L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance a été créée en 1983 dans le but de promouvoir des services de garde de qualité, inclusifs, financés par l'État, sans but lucratif et accessibles à tous. L'association compte plus de 140 000 membres incluant des parents, des intervenantes et intervenants en services de garde, des chercheuses et chercheurs, des étudiantes et étudiants, ainsi que des syndicats et des groupes de femmes, de lutte contre la pauvreté, de défense des droits des personnes ayant des limitations fonctionnelles, de justice sociale et des organismes représentant le milieu rural.

Nous recevrons avec intérêt vos questions et commentaires relatifs à cette initiative et au travail de l'ACPSGE. Nous annexons, pour votre information, l'annonce de notre initiative. Nous vous invitons aussi à visiter notre site Web au www.childcareadvocacy.ca et à contacter notre directrice générale par intérim pour de plus amples renseignements.

Veuillez recevoir l'expression de nos sentiments respectueux.

Monica Lysack
Directrice générale par intérim
Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance

Cc. Sous-ministre